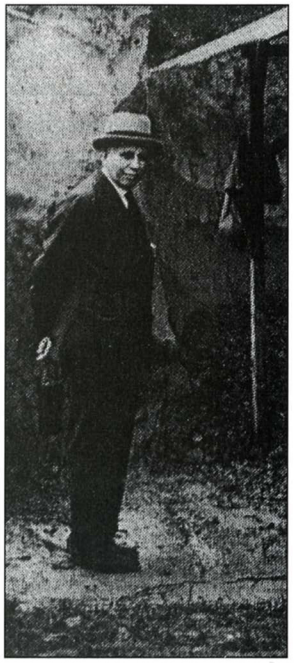
été élus. Mais ils sont exigeants et remuants, à la fois pour réclamer les équipements manquants à leur quartier, école, viabilité... et pour des raisons politiques : socialistes et communistes ont ainsi fait leur apparition dans cette municipalité radicale.
Quand arrive le Front Populaire, ils font voter des aides aux grévistes : 474 personnes sont alors secourues. Ils emmènent un cortège défiler à Ecouen. Ils épluchent aussi les comptes, vérifient les subventions, contrôlent les marchés publics. La confiance est brisée, la crise couve longuement, et, en 1937, le maire, Auguste Rouzée, démissionne. De nouvelles élections sont organisées. La liste de gauche l'emporte, le nouveau conseil compte 8 socialistes SFIO, 8 radicaux socialistes, 2 radicaux et 3 communistes.

D'après les petits-enfants des briquetiers de cette époque, c'est le Front Populaire qui a amélioré les conditions d'existence des familles, en 1936. Le travail étant resté saisonnier et payé aux pièces, la semaine de quarante-huit heures ne signifiait pas grand-chose. On est cependant passé à trois équipes au four au lieu de deux, et tous les personnels horaires ou mensualisés ont profité des nouveaux avantages comme les deux semaines de congés payés et la diminution de la durée du travail.
Nous n'avons pas d'écho très précis des mouvements sociaux locaux, mais *Le Progrès* du 13 juin 1936, qui publie en première page des photos d'usines occupées à Pontoise, signale à la rubrique Domont que les grèves *"se déclarèrent lundi soir et mardi dans le bâtiment et les briqueteries. Des équipes débauchèrent les ouvriers qui voulaient continuer à travailler, les menaçant de représailles pour plus tard s'ils ne voulaient pas céder."* La réunion sportive au Stade Vélodrome est annulée.
Ce journal affirmait, comme toute la bourgeoisie le croyait alors, que les ouvriers étaient manipulés par des meneurs extérieurs. En indiquant la semaine suivante : *" L'accord signé le 13 courant par la CGT et les fabricants de matériaux n'a pas été accepté par les ouvriers locaux"*, il témoigne du caractère spontané et spécifique du mouvement sans le reconnaître ouvertement. Ce journal ne reparle plus de mouvements sociaux autrement que dans les éditoriaux exaltés de Robert Séguy et autres journalistes ou politiciens de droite. Les rubriques domontoises des semaines suivantes vont être consacrées à un sujet moins brûlant : la fête du 14 juillet, photos en page une des démonstrations des Bleuets de Domont qui ont eu lieu devant le marché et dans la propriété Plocque, future mairie. Cependant, il semble bien que la retraite aux flambeaux a *" été troublée "* par le chant de l'Internationale !



Monsieur Séguy.

La préparation de la fête communale, elle, est perturbée par l'éviction de l'association présidée par H. Somville et sponsorisée par les Censier, *Les Bleuets.* L'adjoint radical-socialiste, H. Destreil dément, invoque une question de calendrier, mais pose quand même à Léon Goute, *"un peu surpris"*, la question *" Est-ce qu'il y a une soutane là-dedans ? "*. La presse se fait donc crûment l'écho des tensions politico-religieuses bien connues. Et le 15 août, c'est le concours de pompes à incendie de Domont qui fait la une.